

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 31 décembre 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

La croissance mondiale s'est maintenue à +3,1 % en 2016 selon l'édition de janvier 2017 des « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI, malgré un ralentissement aux États-Unis et en dépit du vote en faveur de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. L'activité économique devrait selon le FMI s'accroître en 2017 et au cours des prochaines années (+3,4 % en 2017 et +3,6 % en 2018). Toutefois, ces projections demeurent teintées d'incertitude en lien avec un manque de visibilité sur l'orientation à venir de la politique économique américaine.

S'agissant plus spécifiquement de la zone euro, le PIB a progressé de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,4 % au trimestre précédent), selon Eurostat. Le chômage en zone euro est au plus bas depuis fin 2009, tandis que l'inflation, en glissement annuel, a atteint +1,8 % en janvier 2017, soit son plus haut niveau depuis début 2013. Sur l'année 2016, le PIB de la zone euro a progressé de 1,7 % et la Commission européenne prévoit une croissance de +1,6 % en 2017 et +1,8 % en 2018.

À l'issue de la réunion du 9 mars 2017, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, le Conseil a par ailleurs confirmé « *que nous poursuivons nos achats au titre du programme d'achats d'actifs (asset purchase programme, APP) au rythme mensuel actuel de 80 milliards d'euros jusqu'à la fin du mois et, d'autre part, qu'à partir d'avril 2017, nos achats nets d'actifs devraient continuer à hauteur de 60 milliards d'euros par mois jusqu'à fin décembre 2017 ou au-delà, si nécessaire, et en tout cas, jusqu'à ce que le Conseil des gouverneurs observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif* ».

En France, selon les estimations publiées par l'INSEE, le PIB progresse de 0,4 % au quatrième trimestre 2016 (après +0,2 % au trimestre précédent) et de 1,1 % sur l'ensemble de l'année (après +1,2 % en 2015).

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

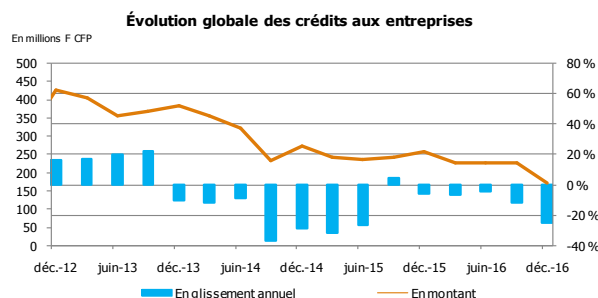
L'économie du Territoire demeure soutenue par la consommation des ménages, tendance qui se retrouve dans l'évolution de l'activité bancaire locale. En glissement annuel, le total de l'encours sain des crédits se contracte sous l'effet contrasté de la baisse de l'encours des crédits accordés aux entreprises et de la croissance continue de l'encours des crédits à la consommation accordés aux ménages. L'encours des crédits à l'habitat poursuit sa tendance baissière, en l'absence d'un cadre juridique et de notions cadastrales permettant d'asseoir des garanties de prêt sur le foncier.

L'activité de financement principalement orientée vers la consommation des ménages

Au 31 décembre 2016, le total de l'encours sain des **crédits octroyés** est en baisse de 2,2 % en rythme annuel.

Repli de l'encours des crédits aux entreprises

En baisse de 33,5 % en rythme annuel, l'encours sain des crédits accordés aux entreprises s'élève à 170 millions de F CFP à fin décembre 2016. Le financement de l'investissement des entreprises, qui regroupe les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement régresse de 54,3 % pour atteindre 53 millions de F CFP. L'encours des **crédits à l'habitat** octroyés aux entreprises s'élève à 36 millions de F CFP au 31 décembre 2016 (-13 %). Les **autres crédits** se replient de 17,6 % pour atteindre 82 millions de F CFP à la fin du quatrième trimestre 2016.

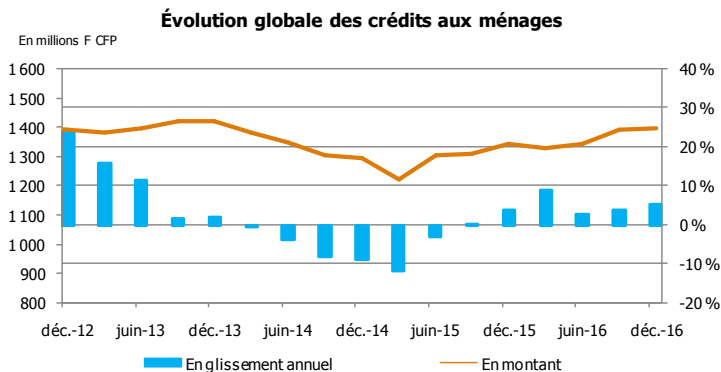


Progression de l'encours des crédits aux ménages

À fin décembre 2016, l'encours sain des crédits accordés aux ménages atteint 1,4 milliard de F CFP, en hausse de 3,8 % en rythme annuel.

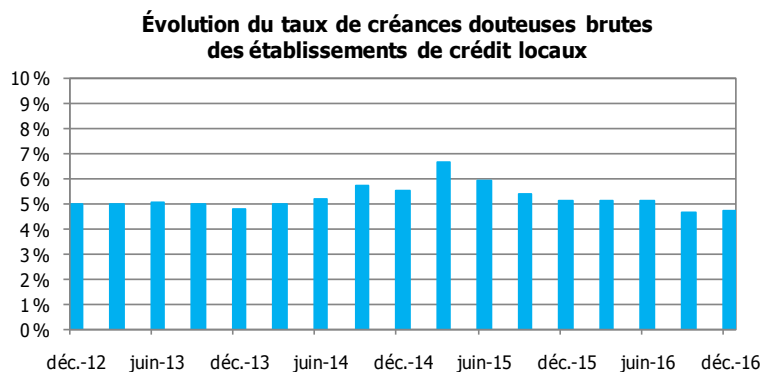
L'encours des **crédits à la consommation**, qui représente 96 % des crédits accordés aux ménages, progresse de 5,7 %. À fin décembre 2016, cet encours s'élève à 1,3 milliard de F CFP.

L'encours des **crédits à l'habitat** poursuit sa baisse. En diminution de 26,2 %, il atteint 56,7 millions de F CFP au 31 décembre 2016.



Recul de la sinistralité

Avec un taux de **créances douteuses** de 4,7 % à fin décembre 2016 (contre 5,1 % à fin décembre 2015), la qualité du portefeuille s'améliore. Ce taux est en baisse sur l'année, il représentait 5,1 % au premier semestre. L'encours des créances douteuses, qui s'élève à 79 millions de F CFP au 31 décembre 2016 recule également (-9,9 %).

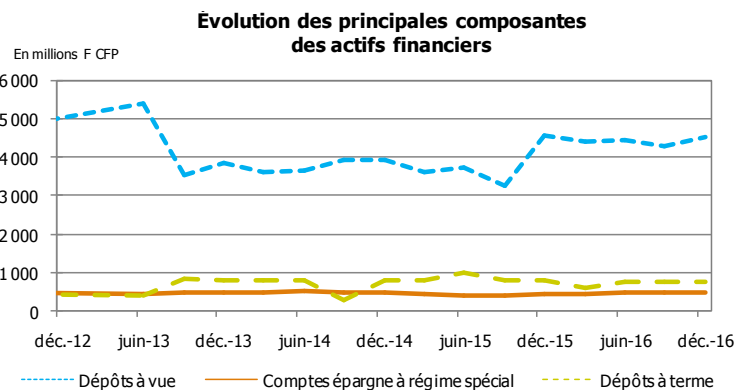


Stabilité des actifs financiers

Évolution des dépôts

Au 31 décembre 2016, l'encours total des dépôts demeure stable et s'élève à 5,8 milliards de F CFP.

Les **dépôts à vue**, qui représentent plus de 75 % des placements, se stabilisent à hauteur de 4,6 milliards de F CFP à fin décembre 2016. La baisse des dépôts à vue des collectivités locales (-5,9 %) ainsi que des ménages (-6,2 %) est compensée par la hausse des dépôts à vue des sociétés non financières (+7,3 %), lesquelles détiennent 48 % de l'encours total de ce placement.



Les **dépôts à terme**, qui s'élèvent à 754 millions de F CFP,

reculent en glissement annuel (-7 %). Cette évolution est principalement liée à la baisse des dépôts à terme détenus par les entreprises. Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux enregistre donc une baisse par rapport à fin décembre 2015 : ils représentent désormais 13,0 % des dépôts (contre 13,9 % fin décembre 2015).

L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** (uniquement des livrets ordinaires à Wallis-et-Futuna) progresse quant à lui de 12,3 % en rythme annuel, pour atteindre 494 millions de F CFP à la fin du deuxième semestre 2016. Ils englobent 8,5 % des dépôts.

Évolution des autres placements auprès du système bancaire

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire collecte d'**autres types de placements** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations), non transformables pour leur activité de financement. Ces avoirs s'établissent à 1,6 milliard de F CFP à fin décembre 2016, en progrès de 2,4 % en rythme annuel. Ils représentent désormais 21,2 % de l'ensemble des actifs financiers collectés (contre 20,8 % au 31 décembre 2015) et sont constitués de placements à long terme.

Les placements hors de la zone d'émission sont en augmentation ou stable. Les **contrats d'assurance-vie**, qui représentent 77,4 % des produits d'épargne gérés hors de la zone d'émission progressent de 2,1 % en rythme annuel. Ils s'élèvent désormais à 1,2 milliard de F CFP. Les actions sont en net accroissement (+ 21,8 %), et atteignent 17 millions de F CFP à fin décembre 2016. Les placements en **OPCVM non monétaires** (115 millions de F CFP) progressent eux aussi de 8,2 % en rythme annuel. Les **obligations**, qui demeurent entièrement détenues par les collectivités locales, se stabilisent à 206 millions de F CFP à la fin du deuxième semestre 2016. Enfin, les **OPCVM monétaires** détenues par certaines entreprises de la place restent stables (15 millions de F CFP, inchangées depuis décembre 2014).

Évolution de l'ensemble des actifs financiers

Au 31 décembre 2016, l'ensemble des **actifs financiers détenus par les agents économiques** s'élève à 7,4 milliards de F CFP, en hausse de 0,4 % en rythme annuel.

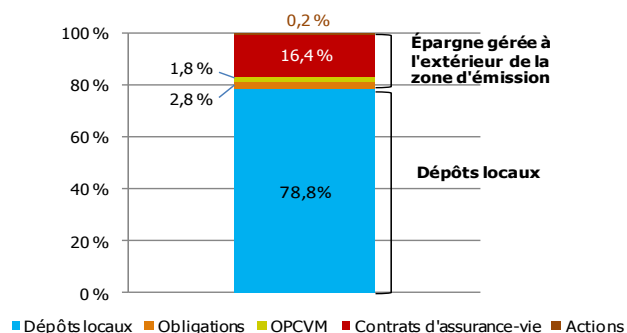
Les **actifs financiers détenus par les ménages** s'établissent à 3 milliards de F CFP à la fin du deuxième semestre 2016 (+0 %). Ils représentent 40,7 % de l'ensemble des dépôts. Les **actifs des sociétés non financières** (29,9 % des actifs) progressent aussi (+4,8 %) et atteignent 2,2 milliards de F CFP à fin décembre 2016. En revanche, les **actifs financiers détenus par les collectivités locales** (29,4 % des actifs) reculent de 3,2 % en rythme annuel et s'élèvent à 2,2 milliards de F CFP au 31 décembre 2016.

Le solde emplois-ressources du système bancaire

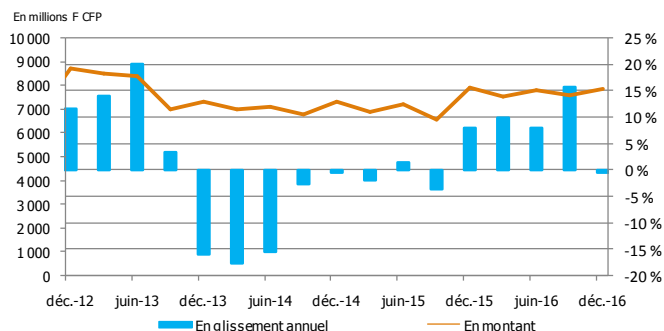
Stabilité de la masse monétaire en circulation

La masse monétaire M3 s'est stabilisée en rythme annuel (-0,4 %). Elle s'établit désormais à 7,9 milliards de F CFP. Cette évolution s'explique principalement par la baisse de la **monnaie fiduciaire** (-1,4 %) et la stabilité (+0,0 %) des **dépôts à vue** qui composent plus de la moitié de la masse monétaire. Les dépôts à vue s'élèvent à 4,6 milliards de F CFP à fin décembre 2016. Les **comptes sur livrets** (494 millions de F CFP à fin décembre 2016) progressent de 12,3 %. Enfin, les **dépôts à terme** (754 millions fin décembre 2016) reculent de 7,0 %.

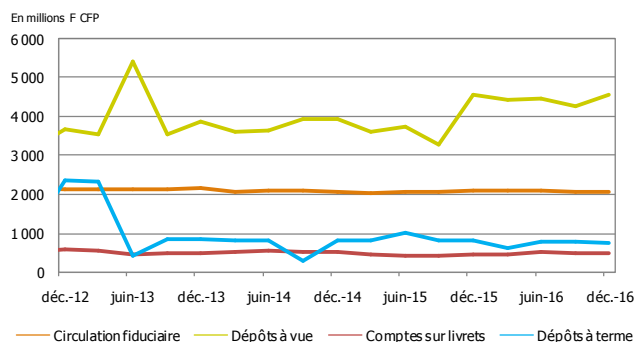
Répartition des dépôts



Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire



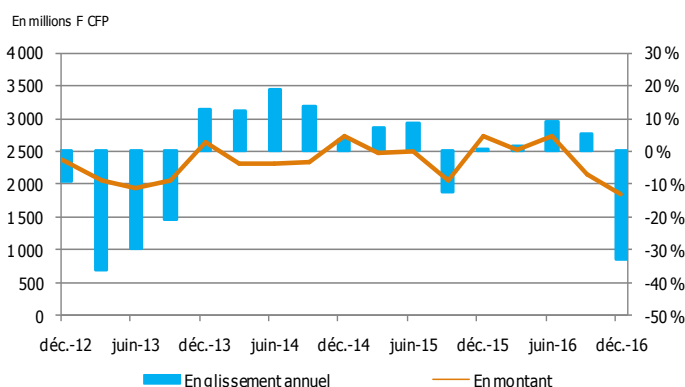
Le solde de la position extérieure nette se détériore

Au 31 décembre 2016, les **ressources du système bancaire** s'élèvent à 5,0 milliards de F CFP. Elles progressent de 0,9 % en rythme annuel, et concourent à hauteur de 32,9 % au financement de l'activité de crédit. Les dépôts locaux (4,3 milliards de F CFP) sont les principales ressources du système bancaire (86,5 % des ressources totales au 31 décembre 2016) qui se finance également par des ressources propres (676 millions de F CFP, soit 13,5 % des ressources).

Le **solde emplois-ressources clientèle** est en progrès de 4,0 %, sous l'effet conjugué de l'augmentation des dépôts collectés (+1,4 %) et du repli des crédits bruts (-2,6 %).

La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements hors zone d'émission) s'élève à 1,8 milliard de F CFP, en baisse de 32,7 % en rythme annuel.

Évolution de la position extérieure nette



ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Les agents économiques sollicitent également des financements auprès d'établissements de crédit situés hors de la zone d'émission.

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire régresse de 2,8 % en rythme annuel pour s'établir à 2,7 milliards de F CFP.

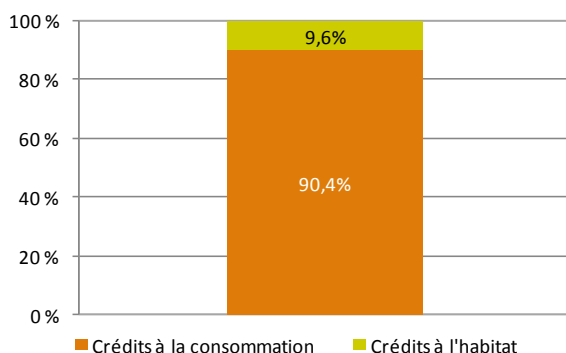
L'encours sain des **crédits octroyés aux ménages** augmente de 1,2 % en rythme annuel, principalement sous l'effet d'une progression des crédits à la consommation (+5,7 %). Ces derniers composent 90,4 % des crédits aux ménages à fin décembre 2016. Les crédits à l'habitat sont en baisse de 27,5 %.

Les **concours accordés aux entreprises**, en baisse de 5,4 % en rythme annuel, s'élèvent à 807 millions de F CFP à fin décembre 2016. Les crédits d'investissement, qui représentent plus des trois quarts des crédits aux entreprises, enregistrent une forte baisse (-21,7 %).

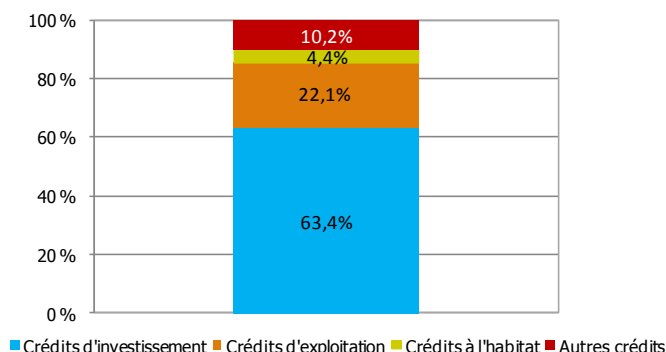
Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** sont uniquement accordés par des établissements de crédit situés hors zone d'émission. Ces concours s'élèvent à 451 millions de F CFP à la fin du deuxième semestre 2016 (- 10,2 % en rythme annuel). Ils sont destinés au financement de projets réalisés par le Territoire, dont notamment l'installation du réseau de téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna.

La part de marché des **établissements de crédit hors zone d'émission** représente 42,7 % du total des crédits sains (en hausse de 3 points). L'encours, de 1 173 millions de F CFP au 31 décembre 2016, régresse de 3,7 % en rythme annuel.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	Variations	
									1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 140	2 158	2 062	2 105	2 084	2 080	2 074	2 076	-0,2%	-1,4%
<i>Billets</i>	2 141	2 157	2 062	2 106	2 085	2 081	2 076	2 077	-0,2%	-1,4%
<i>Pièces</i>	-1	0	1	-1	-1	-1	-2	-1	n.s	n.s
Dépôts à vue	3 663	3 872	3 937	4 559	4 429	4 456	4 285	4 557	2,2%	0,0%
TOTAL M1	5 803	6 029	6 000	6 664	6 512	6 536	6 359	6 633	1,5%	-0,5%
M2-M1	568	487	500	440	456	504	487	494	-1,9%	12,3%
Comptes sur livrets	568	487	500	440	456	504	487	494	-1,9%	12,3%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	6 371	6 516	6 500	7 104	6 968	7 040	6 846	7 127	1,2%	0,3%
M3-M2	2 360	830	820	810	600	762	762	754	-1,1%	-7,0%
Dépôts à terme	2 360	830	820	810	600	762	762	754	-1,1%	-7,0%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	8 731	7 347	7 320	7 914	7 568	7 802	7 608	7 881	1,0%	-0,4%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	8 731	7 347	7 320	7 914	7 568	7 802	7 608	7 881	1,0%	-0,4%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de FCFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	7 028	7 369	7 201	6 854	8 074	8 665	6 993	8 257	-4,7%	20,5%
Institut d'émission	4 701	4 741	4 482	4 113	5 561	5 940	4 843	6 412	8,0%	55,9%
Établissements de crédit	2 326	2 628	2 719	2 741	2 514	2 726	2 150	1 845	-32,3%	-32,7%
Créances du Trésor public	854	826	777	1 396	1 290	1 329	1 272	1 364	2,6%	-2,3%
Concours sur ressources monétaires	849	-848	-659	-336	-1 797	-2 193	-658	-1 741	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 929	1 940	1 670	1 699	1 649	1 663	1 710	1 655	-0,5%	-2,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 080	2 788	2 329	2 035	3 446	3 856	2 368	3 396	-11,9%	66,9%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>597</i>	<i>600</i>	<i>604</i>	<i>607</i>	<i>607</i>	<i>608</i>	<i>607</i>	<i>604</i>	<i>-0,7%</i>	<i>-0,5%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>90</i>	<i>86</i>	<i>84</i>	<i>82</i>	<i>80</i>	<i>79</i>	<i>75</i>	<i>72</i>	<i>-9,3%</i>	<i>-11,9%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>392</i>	<i>2 101</i>	<i>1 641</i>	<i>1 347</i>	<i>2 759</i>	<i>3 168</i>	<i>1 685</i>	<i>2 720</i>	<i>-14,1%</i>	<i>102,0%</i>
Total M3	8 731	7 347	7 320	7 914	7 568	7 802	7 607	7 880	1,0%	-0,4%
Position extérieure nette	2 326	2 628	2 719	2 741	2 514	2 726	2 150	1 845	-32,3%	-32,7%

Équilibre emplois - ressources

	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	Variations		
									1 sem	1 sem	1 an
Emplois	6 306	4 970	5 031	4 974	4 803	4 934	4 802	5 020	0,0%	1,7%	0,9%
Excédent des opérations diverses des EC	1 930	271	496	442	441	451	854	1 310	93,6%	190,6%	196,6%
Crédits bruts	1 929	1 940	1 670	1 699	1 649	1 663	1 710	1 655	3,7%	-0,5%	-2,6%
Réserves obligatoires et libres	120	132	144	93	199	95	88	210	-55,7%	121,5%	127,1%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 326	2 628	2 719	2 741	2 514	2 726	2 150	1 845	-14,5%	-32,3%	-32,7%
Ressources	6 306	4 970	5 031	4 974	4 803	4 934	4 803	5 020	0,0%	1,8%	0,9%
Dépôts collectés (- encaisses)	5 618	4 284	4 343	4 286	4 116	4 246	4 120	4 344	0,1%	2,3%	1,4%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	688	686	688	688	687	687	682	676	-0,7%	-1,7%	-1,8%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s	n.s
Solde emplois-ressources clientèle	3 689	2 344	2 673	2 587	2 467	2 583	2 411	2 689	-2,3%	4,1%	4,0%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	2 075,2	1 805,8	2 168,7	2 102,7	1 912,8	1 982,5	1 941,1	2 204,4	11,2%	4,8%
Dépôts à vue	1 617,4	1 642,7	2 093,6	2 039,6	1 849,6	1 967,3	1 925,9	2 189,3	11,3%	7,3%
Placements liquides ou à court terme	457,8	163,1	75,1	63,1	63,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	-76,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	457,8	163,1	75,1	63,1	63,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	-76,0%
<i>dont comptes à terme</i>	27,0	12,0	59,9	48,0	48,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	430,8	151,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Ménages	3 076,0	3 252,3	2 873,7	2 997,9	2 966,2	3 057,5	2 972,9	2 999,1	-1,9%	0,0%
Dépôts à vue	1 334,6	1 581,7	1 194,7	1 256,7	1 217,4	1 268,1	1 167,3	1 179,0	-7,0%	-6,2%
Placements liquides ou à court terme	636,4	527,3	485,8	434,0	448,6	497,7	479,3	476,4	-4,3%	9,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	552,6	453,9	469,1	415,4	430,7	479,4	461,2	466,5	-2,7%	12,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	552,6	453,9	469,1	415,4	430,7	479,4	461,2	466,5	-2,7%	12,3%
Placements indexés sur les taux de marché	83,9	73,4	16,6	18,6	17,9	18,2	18,2	9,9	-45,7%	-46,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	83,9	73,4	16,6	18,6	17,9	18,2	18,2	9,9	-45,7%	-46,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Épargne à long terme	1 105,0	1 143,2	1 193,2	1 307,2	1 300,2	1 291,8	1 326,3	1 343,8	4,0%	2,8%
<i>dont actions</i>	13,4	16,3	18,6	14,1	12,9	11,7	13,7	17,2	46,9%	22,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	128,2	141,3	101,8	106,4	101,8	105,4	111,0	115,2	9,3%	8,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	963,4	985,6	1 072,8	1 186,6	1 185,6	1 174,7	1 201,6	1 211,5	3,1%	2,1%
Autres agents	3 626,9	2 110,1	2 116,2	2 236,8	2 126,7	2 197,1	2 175,8	2 166,3	-1,4%	-3,2%
Dépôts à vue	711,4	647,2	648,9	1 262,3	1 361,9	1 221,0	1 191,3	1 188,3	-2,7%	-5,9%
Placements liquides ou à court terme	2 263,9	778,1	774,7	768,4	558,6	768,1	769,6	771,5	0,4%	0,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	15,0	33,4	31,0	24,7	25,0	24,5	25,9	27,8	13,8%	12,7%
Placements indexés sur les taux de marché	2 248,8	744,7	743,6	743,6	533,6	743,6	743,6	743,6	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	2 248,8	744,7	743,6	743,6	533,6	743,6	743,6	743,6	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	651,7	684,8	692,6	206,1	206,1	208,0	214,9	206,4	-0,7%	0,2%
Total actifs financiers	8 778,1	7 168,2	7 158,5	7 337,3	7 005,6	7 237,1	7 089,8	7 369,8	1,8%	0,4%
Dépôts à vue	3 663,3	3 871,6	3 937,2	4 558,6	4 428,9	4 456,4	4 284,6	4 556,5	2,2%	0,0%
Placements liquides ou à court terme	3 358,1	1 468,5	1 335,6	1 265,5	1 070,4	1 280,9	1 264,1	1 263,0	-1,4%	-0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	567,6	487,3	500,2	440,1	455,7	503,9	487,1	494,3	-1,9%	12,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	567,6	487,3	500,2	440,1	455,7	503,9	487,1	494,3	-1,9%	12,3%
Placements indexés sur les taux de marché	2 790,5	981,2	835,4	825,4	614,7	777,0	777,0	768,7	-1,1%	-6,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	2 359,7	830,1	820,2	810,2	599,5	761,9	761,8	753,5	-1,1%	-7,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	430,8	151,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	0,0%
Épargne à long terme	1 756,6	1 828,1	1 885,8	1 513,2	1 506,3	1 499,8	1 541,2	1 550,2	3,4%	2,4%
<i>dont actions</i>	13,4	16,3	18,6	14,2	13,0	11,8	13,8	17,3	46,5%	21,8%
<i>dont obligations</i>	651,7	684,8	692,6	206,0	206,0	207,9	214,8	206,3	-0,7%	0,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	128,2	141,3	101,8	106,4	101,8	105,4	111,0	115,2	9,3%	8,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	963,4	985,6	1 072,8	1 186,6	1 185,6	1 174,7	1 201,6	1 211,5	3,1%	2,1%

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Dépôts locaux	6 590,6	5 189,0	5 257,6	5 808,9	5 484,1	5 722,2	5 533,5	5 804,4	1,4%	-0,1%
Dépôts à vue	3 663,3	3 871,6	3 937,2	4 558,6	4 428,9	4 456,4	4 284,6	4 556,5	2,2%	0,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	567,6	487,3	500,2	440,1	455,7	503,9	487,1	494,3	-1,9%	12,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	567,6	487,3	500,2	440,1	455,7	503,9	487,1	494,3	-1,9%	12,3%
Dépôts à terme	2 359,7	830,1	820,2	810,2	599,5	761,9	761,8	753,5	-1,1%	-7,0%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	2 187,4	1 979,2	1 901,0	1 528,4	1 521,5	1 514,9	1 556,3	1 565,4	3,3%	2,4%
<i>dont actions</i>	13,4	16,3	18,6	14,2	13,0	11,8	13,8	17,3	46,5%	21,8%
<i>dont obligations</i>	651,7	684,8	692,6	206,0	206,0	207,9	214,8	206,3	-0,7%	0,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	430,8	151,1	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	15,2	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	128,2	141,3	101,8	106,4	101,8	105,4	111,0	115,2	9,3%	8,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	963,4	985,6	1 072,8	1 186,6	1 185,6	1 174,7	1 201,6	1 211,5	3,1%	2,1%
Total actifs financiers	8 778,1	7 168,2	7 158,5	7 337,3	7 005,6	7 237,1	7 089,8	7 369,8	1,8%	0,4%

Les crédits à l'économie

Établissement de crédit local

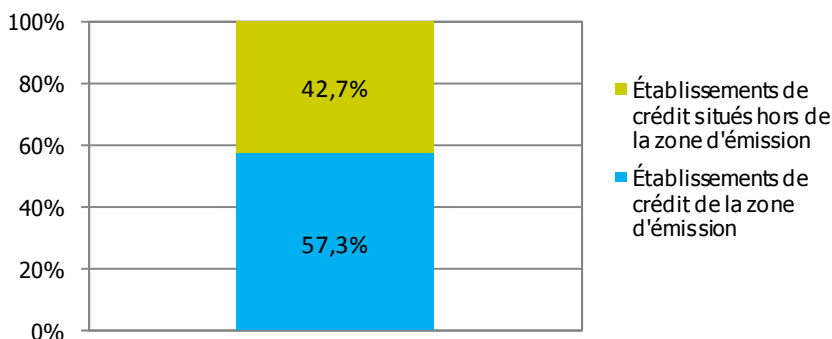
	En millions F CFP								Variations	
	déc-12	déc-13	déc-14	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	47,5	35,7	49,9	58,9	43,0	51,7	53,2	11,1	-78,5%	-81,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	47,5	35,7	49,9	58,9	43,0	51,7	53,2	11,1	-78,5%	-81,2%
Crédits d'investissement	68,9	73,8	65,7	56,9	49,6	44,4	49,3	41,9	-5,6%	-26,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	68,9	73,8	65,7	56,9	49,6	44,4	49,3	41,9	-5,6%	-26,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	53,7	37,7	11,1	19,5	18,0	16,6	22,3	18,3	10,2%	-6,0%
Crédits à l'habitat	128,2	117,3	45,9	40,8	39,5	38,2	36,9	35,5	-7,1%	-13,0%
Autres crédits	181,4	155,7	111,8	99,4	95,1	90,7	86,3	81,9	-9,7%	-17,6%
Encours sain	426,0	382,6	273,3	256,0	227,2	224,9	225,7	170,3	-24,3%	-33,5%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 191,4	1 249,5	1 165,7	1 269,0	1 261,0	1 285,2	1 329,9	1 340,8	4,3%	5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 168,3	1 228,0	1 148,1	1 254,3	1 251,4	1 275,5	1 315,0	1 324,3	3,8%	5,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	23,1	21,5	17,6	14,7	9,7	9,8	14,9	16,5	68,7%	12,3%
Crédits à l'habitat	202,9	173,6	128,6	76,9	67,2	59,1	65,4	56,7	-4,0%	-26,2%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 394,3	1 423,1	1 294,3	1 345,9	1 328,3	1 344,4	1 395,4	1 397,5	4,0%	3,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	12,7	40,8	10,9	9,8	9,3	8,7	8,7	8,5	-3,1%	-13,1%
TOTAL										
Encours sain	1 833,0	1 846,5	1 578,5	1 611,7	1 564,7	1 578,0	1 629,8	1 576,4	-0,1%	-2,2%
Créances douteuses brutes	95,7	93,1	91,8	87,2	84,6	84,8	79,9	78,5	-7,4%	-9,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5,3	7,0	7,8	5,4	4,4	5,4	5,0	6,5	19,5%	20,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,3	0,9	2,3	0,8	0,6	0,8	0,3	2,3	176,7%	196,6%
<i>(dt) Ménages</i>	5,0	6,1	5,5	4,6	3,8	4,6	4,7	4,2	-8,3%	-8,5%
Provisions	90,4	86,1	84,0	81,8	80,2	79,4	74,9	72,1	-9,3%	-11,9%
Encours brut total	1 928,7	1 939,6	1 670,3	1 698,9	1 649,4	1 662,9	1 709,7	1 654,9	-0,5%	-2,6%
Taux de créances douteuses	5,0%	4,8%	5,5%	5,1%	5,1%	5,1%	4,7%	4,7%	-0,4 pt	-0,7 pt
Taux de provisionnement	94,5%	92,5%	91,5%	93,8%	94,8%	93,6%	93,7%	91,8%	-1,1 pt	0,2 pt

Ensemble des établissements de crédit

En millions F CFP

	juin-12	sept-12	sept-13	sept-14	sept-15	déc-15	mars-16	juin-16	sept-16	déc-16	1 sem	1 an
Entreprises												
Crédits d'exploitation	1 290,1	1 231,7	76,1	921,4	54,7	58,9	93,0	51,7	53,2	177,9	244,3%	202,2%
<i>Créances commerciales</i>	0,0	5,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 155,3	1 126,4	0,0	900,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	134,8	100,2	76,1	20,9	54,7	58,9	93,0	51,7	53,2	177,9	244,3%	202,2%
Crédits d'investissement	1 155,6	1 090,5	2 085,6	963,2	662,3	653,2	602,1	570,1	550,0	511,3	-10,3%	-21,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 155,6	1 090,5	2 085,6	963,2	662,3	648,1	597,7	566,3	546,9	511,3	-9,7%	-21,1%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	56,4	61,6	43,5	31,5	8,8	19,5	18,0	16,6	22,3	18,7	12,4%	-4,1%
Crédits à l'habitat	133,5	130,9	120,1	40,8	42,1	40,8	39,5	38,2	36,9	35,5	-7,1%	-13,0%
Autres crédits	59,2	60,8	161,5	115,8	99,6	99,4	95,1	90,7	86,3	81,9	-9,7%	-17,6%
Encours sain	2 638,3	2 513,9	2 443,3	2 041,2	858,8	852,3	829,7	750,7	726,3	806,6	7,4%	-5,4%
Ménages												
Crédits à la consommation	1 185,6	1 188,7	1 245,4	1 161,3	1 226,6	1 269,0	1 261,0	1 285,2	1 329,9	1 340,8	4,3%	5,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 168,9	1 168,3	1 224,9	1 144,7	1 210,9	1 254,3	1 251,4	1 275,5	1 315,0	1 324,3	3,8%	5,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	16,8	20,4	20,5	16,7	15,8	14,7	9,7	9,8	14,9	16,5	68,7%	12,3%
Crédits à l'investissement	267,8	400,6	299,5	214,6	118,6	195,8	181,1	155,3	154,8	142,0	-8,5%	-27,5%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 453,4	1 589,4	1 544,9	1 376,0	1 345,2	1 464,9	1 442,1	1 440,5	1 484,7	1 482,8	2,9%	1,2%
Collectivités locales												
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	273,6	255,8	222,3	185,8	268,7	502,6	502,6	483,7	483,7	451,3	-6,7%	-10,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	273,6	255,8	222,3	185,8	268,7	502,6	502,6	483,7	483,7	451,3	-6,7%	-10,2%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	273,6	255,8	222,3	185,8	268,7	502,6	502,6	483,7	483,7	451,3	-6,7%	-10,2%
Autres agents												
Encours sain	52,1	76,7	55,4	22,9	10,0	9,8	9,3	8,7	8,7	8,8	1,1%	-9,4%
TOTAL												
Encours sain	4 417,5	4 435,7	4 265,9	3 625,8	2 482,7	2 829,6	2 783,7	2 683,7	2 701,5	2 749,6	2,5%	-2,8%
<i>dont ECHZE</i>	2 853,8	2 718,7	2 462,6	2 076,3	920,9	1 217,8	1 219,0	1 105,6	1 071,7	1 173,2	6,1%	-3,7%
Créances douteuses brutes	508,3	493,0	470,0	444,2	393,1	376,5	375,4	384,5	154,0	148,5	-61,4%	-60,6%
<i>Créances douteuses nettes</i>	283,8	274,1	269,9	263,2	243,6	233,8	235,1	247,6	49,2	48,6	-80,4%	-79,2%
<i>(dt) Entreprises</i>	202,7	200,8	199,5	199,0	197,4	197,0	196,5	196,3	2,7	4,2	-97,9%	-97,9%
<i>(dt) Ménages</i>	81,1	73,3	70,4	64,1	46,2	36,8	38,6	51,2	46,5	44,4	-13,3%	20,6%
Provisions	224,5	218,9	200,1	181,0	149,5	142,7	140,3	136,9	104,8	99,9	-27,0%	-30,0%
Encours brut total	4 925,9	4 928,7	4 735,9	4 070,0	2 875,8	3 206,0	3 159,1	3 068,2	2 855,5	2 898,1	-5,5%	-9,6%
Taux de créances douteuses	10,3%	10,0%	9,9%	10,9%	13,7%	11,7%	11,9%	12,5%	5,4%	5,1%	6,4 pt	4,6 pt
Taux de provisionnement	44,2%	44,4%	42,6%	40,7%	38,0%	37,9%	37,4%	35,6%	68,1%	67,3%	-17,7 pt	-18,3 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur et responsable de la publication : C. DORWLING-CARTER
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achevé d'imprimer : mars 2017 – Dépôt légal : mars 2017 – ISSN : 2271-5770